


La gauche sinistre ou comment en sortir

 par Corinne Lhaik

 Dans un livre à paraître, les politologues Gérard Grunberg et Zaki Laïdi font une critique acide du pessimisme social de la gauche. Cependant, ils estiment que Ségolène Royal pourrait changer la donne

«La gauche la plus bête du monde...» Gérard Grunberg et Zaki Laïdi auraient pu ainsi titrer le livre qu'ils publient chez Hachette Littératures-Presses de Sciences po (17 janvier). Ils ont préféré une invitation plus élégante: Sortir du pessimisme social. Ils étreillent d'abord l'incapacité de la gauche française à penser le monde tel qu'il est, sa fascination pour le social, sa complaisance dans la désespérance. Ils analysent, ensuite, les racines politiques et intellectuelles de cette culture radicale, et décrivent, enfin, les moyens de réconcilier l'espoir - qui fut longtemps la marque de fabrique de la gauche - avec la réalité. Que faire? Ils le disent. Qui peut le faire? Ségolène Royal! Enfin, peut-être...

Vous nous invitez à sortir du pessimisme social. Est-ce à dire que les difficultés que nous vivons sont surévaluées?

- Gérard Grunberg et Zaki Laïdi: Non, car notre réflexion se situe sur un autre registre. Elle consiste à dire que si l'on continue à penser le monde de demain avec les références de celui d'hier, on s'expose à occulter les potentialités nouvelles. Pour nous, le point central est d'accepter que nous ne reviendrons pas aux Trente Glorieuses et qu'à partir de là il faut imaginer un autre modèle de régulation. Nous ne pouvons croire que le monde de demain sera systématiquement moins engageant.

C'est encore une exception française?

- Oui, mais dire cela ne nous fait pas beaucoup avancer. La question n'est pas de nier une histoire particulière qui nous a conduits à rejeter Dieu pour mieux déifier

l'Etat. La question n'est pas non plus de nous défaire de l'Etat, dont nous continuerons à avoir besoin, mais de cesser de penser que les solutions venues d'en haut, drapées du manteau du volontarisme et présentées sur un mode héroïque sont la solution à nos problèmes. Regardez cette affaire de droit au logement. Qui peut s'opposer à ce droit? Mais, en même temps, qui peut ignorer le fait qu'en rendant ce droit opposable on s'expose à une judiciarisation incroyable de la question du logement, avec toute la lenteur que cela implique? En France, l'on confond volonté étatique et héroïsme politique. Ce n'est pas une affaire de clivages partisans, mais de culture politique.

Pourtant, votre livre s'adresse plus particulièrement à la gauche?

- Oui, parce que, historiquement, elle incarne l'espérance. Rappelez-vous 1981. Mais la rapidité des changements a pris de court son vieux logiciel. L'espérance s'est transformée en résistance, le socialisme est devenu une entreprise de réparation des dégâts de la mondialisation. D'où ce regard pessimiste et cette fascination pour le social qui est vu comme ce qui doit s'opposer à l'économique. Dans ce domaine, l'inculture est abyssale et véhicule l'idée que tout est politique et que les contraintes du monde ne sont faites que pour être dépassées par un Etat ambitieux. Or l'absence de pédagogie politique se paie pour la gauche soit par un double discours, soit par l'échec et la désillusion. Il est significatif que le déclin de Lionel Jospin ait commencé le jour où il déclara que l'Etat ne pouvait pas tout, car le «ne peut pas tout» a été interprété comme «ne peut rien». C'est faux. Mais si vous n'expliquez pas cette différence aux gens, ils continueront de croire à l'impuissance totale de l'Etat...

Quelles sont les racines de ce pessimisme?

- Elles s'inscrivent dans une histoire longue et à la convergence de deux courants de pensée très puissants: la pensée nationale, plutôt de droite, et le courant marxiste. Avec la chute du mur de Berlin, ces deux courants communient dans une détestation conjointe de la «mondialisation néolibérale»: en écrivant ce livre, nous avons été frappés de voir combien la gauche avait renoncé à toute critique sociale de l'Etat, comme si la montée du libéralisme devait la faire renoncer à cet objectif.

Sur le plan politique, les utopies de gauche, socialisme et communisme, sont mortes, et la dernière en date, l'utopie européenne, portée par François Mitterrand, s'est fracassée sur le non au référendum du 29 mai 2005. Mais comme la gauche n'a pas été capable, non plus, de penser le réformisme, elle a remplacé ces utopies d'hier par l'utopie négative de l'antimondialisation. Ajoutons que le PS ne s'est jamais senti assez puissant au sein de la gauche pour s'opposer frontalement à l'extrême gauche: il continue à se faire donner la leçon par une «gauche de la gauche» qui pèse électoralement incomparablement moins que lui. Son vieux complexe à l'égard du communisme l'empêche toujours de rompre avec ce radicalisme culturel. Ceux qui ont essayé de le faire ont été battus dans le parti. Enfin, la gauche a un problème d'identité: elle ne sait se définir que comme anti-droite.

Que devrait faire la gauche face à la mondialisation?

- Arrêter de la considérer comme une prothèse extérieure à la société, mais comme un processus ouvert qui présente autant de potentialités que de risques et qui ne nous empêche pas d'agir. Arrêter de penser que le marché est l'ennemi du bien public. La gauche peut agir au niveau mondial pour que les normes sociales

fondamentales soient respectées; au niveau européen, pour donner plus de consistance au fonds de soutien à la globalisation; au niveau national, avec les pôles de compétitivité et, au niveau local, en anticipant les restructurations. Ajoutons à cela un fait essentiel: nous avons des problèmes bien spécifiques que la mondialisation révèle et amplifie, mais ne crée pas. La mondialisation, nous n'avons pas à la combattre en tant que telle, nous devons nous la réapproprier.

Que répondez-vous à ceux qui disent qu'il faut nous protéger contre les exportations des pays émergents?

- Que la France n'a pas intérêt à se spécialiser dans des productions à faible valeur ajoutée exposées à la concurrence; elle devrait favoriser les secteurs à haute valeur ajoutée et ceux qui ne sont pas délocalisables, comme les services à la personne. Au demeurant, et contrairement à des idées reçues, nous dépendons peu des pays à bas salaires; notre compétitivité industrielle est menacée avant tout par des pays de niveau comparable.

A vous en croire, c'est Ségolène Royal, à laquelle vous adressez une véritable ode, qui va tirer la gauche d'affaire...

- Nous analysons froidement et sans préjugé les raisons de son incontestable succès, que l'on ne saurait réduire à un phénomène médiatique. Ségolène Royal apporte une réponse originale à ceux qui se demandaient s'il fallait prendre le pouvoir au PS par la droite ou par la gauche. Elle a répondu, en quelque sorte, «par le Nord»! Sa réussite s'explique d'abord par sa capacité à incarner, non pas la France, mais les Français, non pas le peuple de gauche, mais le peuple français. Elle a su créer un phénomène d'attente par rapport à la politique qui avait disparu depuis longtemps. Nous en dirions autant de Nicolas Sarkozy: le duel qui s'annonce plaît aux électeurs, qui trouvent ces deux personnes intéressantes. Ensuite, la candidate PS parle peu de la droite, ne propose pas de modèle général, casse des tabous comme celui des 35 heures. Elle pointe les problèmes et dit «Je les comprends, car je suis une mère, une femme, une habitante de région, je m'identifie à vous, vous pouvez vous identifier à moi». Elle n'a pas du tout le fétichisme du projet et il est clair qu'elle veut se distancier du PS. Elle n'a jamais dit qu'elle voulait changer la société, elle dit «je suis à l'écoute». En ces temps de très grande méfiance vis-à-vis du politique, cela change la donne. Nous la percevons comme un mélange de François Mitterrand et de Tony Blair. A ce dernier, elle emprunte la méthode de la triangulation: reprendre des thèmes de l'adversaire en disant «Moi, je le ferai mieux».

Vous soulignez l'habileté tactique et l'originalité de la méthode, mais sur le fond vous reconnaissez que la candidate est loin d'esquisser le moindre virage dans le sens que vous souhaitez!

- Nous sommes des analystes politiques, non des prescripteurs. Mais on ne saurait nier le fait que Ségolène Royal inscrit sa démarche dans un contexte d'épuisement des idéologies qui peut changer les choses: même si ses options économiques ne témoignent pas, pour l'instant, d'une rupture avec la vision traditionnelle de la gauche sur l'économie. Nous ne faisons donc pas lui accorder le bénéfice du doute.